

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.722/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, le 10 janvier 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant, en ce qui concerne le statut et le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins", a donné le 1^{er} février 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Il ressort d'autre part du commentaire général V figurant dans l'exposé des motifs que le Conseil d'État a déjà donné, le 13 janvier 2003, un avis 33.930/2 sur un avant-projet de loi "modifiant, en ce qui concerne le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins", qui constitue une version antérieure de l'avant-projet dont est actuellement saisie la section de législation. Son exposé des motifs précise du reste également que le commentaire des articles indique dans quelle mesure l'avant-projet a été adapté à cet avis. Les règles auxquelles se conforme en pareil cas la section de législation du Conseil d'État sont rappelées dans son avis 37.615/2/V, donné le 25 août 2004, sur un avant-projet de loi "portant modification de certains aspects du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police" :

"Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareil cas, la section de législation doit être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

.../...

Une nouvelle consultation de la section de législation est également requise quand, dans le premier avis, celle-ci a constaté qu'elle était irrégulièrement saisie. Si cette irrégularité ne concerne que certaines dispositions du texte, la nouvelle consultation de la section de législation porte uniquement sur ces dernières." ¹

La section de législation s'abstiendra en conséquence de formuler des observations concernant les dispositions de l'avant-projet qui n'ont pas été modifiées ou ne l'ont été qu'en vue de les adapter pour tenir compte de l'avis 33.930/2, précité.

Il va cependant de soi que cet avis ainsi que l'avant-projet sur lequel il porte seront, comme le présent avis et l'avant-projet qui en fait l'objet, joints au projet déposé à la Chambre des représentants. Aussi convient-il qu'un tableau annexé à l'exposé des motifs établisse systématiquement la correspondance entre, d'une part, les dispositions de l'avant-projet sur lequel le présent avis est donné et, d'autre part, celles de l'avant-projet examiné dans ce précédent avis 33.930/2.

Cette présentation systématique des correspondances entre les deux versions successives de l'avant-projet est d'autant plus nécessaire que l'agencement en a été profondément remanié ensuite de cet avis, tandis que - comme déjà mentionné plus haut - le commentaire des articles précise les adaptations qui y ont été apportées afin de tenir compte dudit avis : ces précisions ne peuvent donc guère se comprendre qu'à l'aide d'un tel instrument de comparaison.

Dispositif

Article 4

L'avant-projet doit faire apparaître de quelle manière le "plan comptable minimum normalisé applicable aux sociétés de gestion des droits" visé à l'article 65ter, § 1^{er}, en projet, est appelé à s'articuler avec l'ensemble normatif formé par les dispositions relatives aux comptes annuels et consolidés prévues par les titres VI et VII

(1) Doc. Parl., Chambre, n° 51-1680/1, pp. 73-74. Voir aussi, notamment, l'avis 39.308/4, donné le 23 novembre 2005, au Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur un projet d'arrêté royal "mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des Postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

du livre IV du Code des sociétés et par le livre II de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

Article 11

1. Le second alinéa de l'article 66*quinquies*, § 1^{er}, en projet, dispose que "pour autant que l'ayant droit notifie un préavis de six mois avant la fin de l'exercice, le retrait des droits prendra effet le premier jour de l'exercice suivant."

L'avant-projet n'indique en revanche pas quand le retrait produit ses effets lorsqu'il est notifié moins de six mois avant la fin de l'exercice. Dans ce cas, le retrait ne devient-il effectif qu'au début de l'exercice succédant à l'exercice suivant ou plutôt dans le courant de cet exercice suivant, à l'expiration du délai de préavis de six mois? Quelle qu'elle soit, la réponse devrait ressortir du texte.

2. Dans le même texte, il y a lieu d'uniformiser la terminologie des versions françaises et néerlandaises.

Article 15

1. Les compétences que l'article 67*bis*, en projet, tend à attribuer au président du tribunal de première instance constituent une matière visée à l'article 77, et non 78, de la Constitution ¹.

(1) Le commentaire que l'exposé des motifs consacre à l'article 1^{er} de l'avant-projet ne peut être correctement apprécié qu'au regard de l'exposé complet de la question formant la partie A - "Champ d'application de l'article 77 de la Constitution" - des "observations générales quant à la procédure législative d'adoption des projets (Articles 77 et 78 de la Constitution)" dans l'avis 24.111/A.G.-A.V./2/V - 24.594/A.G.-A.V./2/V, donnés le 10 octobre 1995 (assemblée générale) et le 18 octobre 1995 (deuxième chambre des vacations) sur deux avant-projets de loi "modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers" - Doc. Parl., Chambre, session ordinaire 1995-1996, n° 364/1, pp. 87-92, et plus particulièrement pp. 90-92.

2. Plusieurs dispositions présentent de manière alternative "le Ministre ou les agents commissionnés". Cette façon de faire est critiquable car elle laisse de manière totalement indéterminée le choix aux sociétés de gestion de poser valablement des actes juridiques. Par ailleurs, elle semble établir une dissociation qui ne peut exister entre le Ministre, chef du département, et les "agents commissionnés" qui lui sont hiérarchiquement subordonnés.

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 19

À la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 68^{quater}, § 2, en projet, mieux vaut écrire "des rapports spéciaux visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 4°, ou à l'article 66^{septies}, alinéa 5." Les trois alinéas suivants de ce même paragraphe peuvent, quant à eux, viser "ces rapports spéciaux", afin d'éviter les redites.

D'autre part, la référence, dans l'article 68^{quater}, § 4, en projet, à l'article 4 du Code des sociétés ne s'explique pas, puisque ce dernier définit les "sociétés cotées", et non la notion de "société liée".

Article 24

Selon le paragraphe 7 de l'article 76^{bis}, en projet,

"Le fonds organique peut présenter un déficit pour autant que dans le courant du même exercice budgétaire cette situation soit apurée en fonction des recettes réalisées de façon à ce que l'exercice budgétaire puisse être clôturé avec un solde positif."

Ce paragraphe ne se concilie pas avec les dispositions de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, et plus particulièrement de son paragraphe 4, suivant lequel

"Il ne peut être pris d'engagement ni d'ordonnancement à charge d'un fonds budgétaire au-delà du crédit disponible qu'il présente.

.../...

La loi organique visée au § 1^{er} peut cependant autoriser que des engagements soient pris à charge d'une autorisation d'engagement accordée dans la loi. Le cas échéant, les ordonnancements s'effectuent seulement à concurrence du crédit disponible que présente ce fonds."

Article 27

Une observation du même ordre que celle formulée au sujet de l'article 15 de l'avant-projet vaut pour l'autorisation du président du tribunal de première instance prévue par l'article 77bis, § 2, 4°, en projet, cette compétence constituant, elle aussi, une matière visée à l'article 77, et non 78, de la Constitution.

Article 28

L'article 77ter en projet peut notamment être comparé à l'article 9 de la loi du 12 mai 2003 précitée. Il y a dès lors lieu de se reporter aux observations formulées au sujet de cet article 9 dans l'avis 32.987/1, donné le 14 mars 2002, sur l'avant-projet de devenu la loi du 12 mai 2003 sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel relatifs aux services de la société de l'information ¹, ainsi qu'au commentaire réservé à cet article dans l'exposé des motifs.

Articles 30 et 32

Une observation du même ordre que celle formulée au sujet de l'article 15 de l'avant-projet vaut pour l'article 77quinquies, en projet, à l'article 30, qui porte, lui aussi, sur une matière visée à l'article 77, et non 78, de la Constitution.

Il en va de même de la modification de l'article 587, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire en projet à l'article 32 qui a trait à l'organisation des cours et tribunaux.

⁽¹⁾ Doc. Parl., Chambre, n° 50-2153/1.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.722/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 januari 2006 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft", heeft op 1 februari 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Uit algemene opmerking V in de memorie van toelichting dat de Raad van State reeds op 13 januari 2003 advies 33.930/2 gegeven heeft over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft", blijkt dat een vorige versie is van het voorontwerp waarover de afdeling wetgeving thans advies dient uit te brengen. In de memorie van toelichting bij dat voorontwerp wordt voorts eveneens gepreciseerd dat uit de bespreking van de artikelen zal blijken in welke mate het voorontwerp aangepast is aan dat advies. De regels waarnaar de afdeling wetgeving van de Raad van State zich in zulk een geval gedraagt, worden in herinnering gebracht in advies 37.615/2/V, gegeven op 25 augustus 2004, over een voorontwerp van wet "tot wijziging van bepaalde aspecten van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten" :

"Wanneer de afdeling wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft; het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die in het eerste advies van de afdeling wetgeving zijn gemaakt of gedaan. In zo'n geval moet de afdeling wetgeving weer worden geraadpleegd, over de nieuwe bepalingen.

Dat geldt ook niet wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken, die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling wetgeving wederom wordt onderzocht : in zo'n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling wetgeving worden voorgelegd.

.../...

Een nieuwe raadpleging van de afdeling wetgeving is ook vereist wanneer deze in het eerste advies geconstateerd heeft dat ze onregelmatig om een advies is verzocht. Als die onregelmatigheid alleen sommige bepalingen van de tekst betreft, geldt het weer moeten raadplegen van de afdeling wetgeving uitsluitend voor die bepalingen." ¹

De afdeling wetgeving zal bijgevolg geen opmerkingen formuleren met betrekking tot de bepalingen van het voorontwerp die niet gewijzigd zijn of slechts gewijzigd zijn om aangepast te worden aan het voornoemde advies 33.930/2.

Het spreekt evenwel vanzelf dat dat advies alsook het voorontwerp waarop dat advies betrekking heeft, en dit advies en het voorontwerp waarover het is uitgebracht, gevoegd dienen te worden bij het ontwerp dat ingediend wordt bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers. In de memorie van toelichting zou ook een tabel moeten worden opgenomen waarop systematisch de overeenstemming wordt aangegeven tussen enerzijds de bepalingen van het voorontwerp waarover dit advies wordt gegeven en anderzijds de bepalingen van het voorontwerp dat onderzocht is in het voorgaande advies 33.930/2.

Die systematische weergave van de overeenstemming tussen beide opeenvolgende versies van het voorontwerp is des te noodzakelijker aangezien de structuur ervan grondig gewijzigd is naar aanleiding van dat advies, terwijl - zoals reeds eerder is gezegd - in de artikelsgewijze bespreking gepreciseerd wordt welke aanpassingen het voorontwerp heeft ondergaan teneinde rekening te houden met het voornoemde advies : die preciseringen kunnen dus pas echt duidelijk worden aan de hand van zodanige vergelijkingstabel.

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 51-1680/1, blz. 73-74. Zie eveneens, inzonderheid, advies 39.308/4, gegeven op 23 november 2005, aan de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toepassing van titel IV (Hervorming van de Regie der Posterijen) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

Dispositief

Artikel 4

Uit het voorontwerp moet blijken op welke manier het "algemeen rekeningstelsel dat van toepassing is op de vennootschappen voor het beheer van de rechten" waarvan sprake is in het ontworpen artikel 65^{ter}, § 1, moet aansluiten bij het geheel van regels dat gevormd wordt door de bepalingen inzake de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening bedoeld in de titels VI en VII van Boek IV van het Wetboek van Vennootschappen en in Boek II van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen.

Artikel 11

1. In het tweede lid van het ontworpen artikel 66^{quinquies}, § 1, wordt bepaald dat "voor zover de rechthebbende een opzegging van zes maanden voor het einde van het boekjaar geeft, (...) de terugtrekking van de rechten uitwerking (zal) hebben de eerste dag van het volgende boekjaar".

In het voorontwerp wordt evenwel niet bepaald wanneer de terugtrekking uitwerking heeft indien daarvan kennis wordt gegeven minder dan zes maanden voor het einde van het boekjaar. Heeft de terugtrekking in dat geval eerst uitwerking aan het begin van het boekjaar dat volgt op het daaropvolgende boekjaar of eerder in de loop van dat daaropvolgende boekjaar, na afloop van de opzeggingstermijn van zes maanden ? Het antwoord dient hoe dan ook uit de tekst te blijken.

2. In de Nederlandse en de Franse versie van dezelfde tekst behoort dezelfde terminologie gebezigd te worden.

Artikel 15

1. De bevoegdheden die het ontworpen artikel 67*bis* beoogt toe te kennen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg maken een aangelegenheid uit als bedoeld in artikel 77, en niet 78, van de Grondwet ².

2. In verschillende bepalingen wordt de keuze gelaten tussen "de Minister of de aangestelde ambtenaren". Deze handelwijze is voor kritiek vatbaar aangezien de beheersvennootschappen aldus op volledig willekeurige wijze de keuze gelaten wordt om op rechtsgeldige wijze rechtshandelingen te stellen. Zij lijkt overigens ook een onderscheid te maken tussen de Minister, hoofd van het departement, en de "aangestelde ambtenaren" die zijn hiërarchisch ondergeschikten zijn, welk onderscheid niet mag bestaan.

Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 19

Aan het einde van het eerste lid van het ontworpen artikel 68*quater*, § 2, zou beter geschreven worden "de bijzondere verslagen vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2° of 4°, of in artikel 66*septies*, vijfde lid." In de drie volgende leden van diezelfde paragraaf kan dan verwezen worden naar "die bijzondere verslagen" teneinde herhalingen te vermijden.

(2) De commentaar die in de memorie van toelichting gegeven wordt met betrekking tot artikel 1 van het voorontwerp kan slechts op correcte wijze beoordeeld worden in het licht van de volledige bespreking van de kwestie die deel A uitmaakt van de "algemene opmerkingen betreffende de wetgevende procedure van goedkeuring van de ontwerpen (Artikelen 77 en 78 van de Grondwet)", in advies 24.111/A.G.-A.V./2/V - 24.594/A.G.-A.V./2/V, gegeven op 10 oktober 1995 (algemene vergadering) en op 18 oktober 1995 (tweede vakantiekamer) over twee voorontwerpen van wet "tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen" - Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1995-1996, nr. 364/1, blz. 87-92, en meer in het bijzonder blz. 90-92.

Anderzijds heeft de verwijzing in het ontworpen artikel 68^{quater}, § 4, naar artikel 4 van het Wetboek van vennootschappen geen zin, aangezien in dat artikel een definitie gegeven wordt van "genoteerde vennootschappen" en niet van het begrip "verbonden vennootschap".

Artikel 24

Paragraaf 7 van het ontworpen artikel 76^{bis}, luidt als volgt :

"Het organieke fonds mag een debetstand vertonen mits deze debetstand nog in de loop van hetzelfde begrotingsjaar wordt aangezuiverd in functie van de verwezenlijkte ontvangsten zodat het begrotingsjaar met een positief saldo kan worden afgesloten."

Deze paragraaf is niet in overeenstemming met de bepalingen van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, en meer in het bijzonder met paragraaf 4 ervan die als volgt is gesteld :

"Er mag geen vastlegging, noch ordonnancering worden gedaan ten bezware van een begrotingsfonds boven het op dit fonds beschikbare krediet."

De in § 1 bedoelde organieke wet kan echter toestaan dat vastleggingen mogen worden aangegaan ten bezware van een in de wet toegestane vastleggingsmachtiging. In voorkomend geval geschieden de ordonnanceringen slechts tot beloop van het op dit fonds beschikbare krediet."

Artikel 27

Een soortgelijke opmerking als die welke geformuleerd is met betrekking tot artikel 15 van het voorontwerp geldt voor de machtiging van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarin voorzien wordt door het ontworpen artikel 77^{bis}, § 2, 4°, aangezien die bevoegdheid ook een aangelegenheid uitmaakt als bedoeld in artikel 77, en niet 78, van de Grondwet.

Artikel 28

Het ontworpen artikel 77^{ter} kan inzonderheid vergeleken worden met artikel 9 van de voornoemde wet van 12 mei 2003. Er behoort dan ook teruggegrepen te worden naar de opmerkingen die geformuleerd zijn met betrekking tot artikel 9 in advies 32.987/1, gegeven op 14 maart 2002, over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 12 mei 2003 betreffende de juridische bescherming van diensten van de informatiemaatschappij gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang ³, alsook naar de commentaar bij dat artikel in de memorie van toelichting.

Artikelen 30 en 32

Een soortgelijke opmerking als die welke geformuleerd is met betrekking tot artikel 15 van het voorontwerp geldt voor het in artikel 30 ontworpen artikel 77^{quinquies}, dat eveneens betrekking heeft op een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, en niet 78, van de Grondwet.

Hetzelfde geldt voor de wijziging van het in artikel 32 ontworpen artikel 587, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat betrekking heeft op de inrichting van de hoven en de rechtbanken.

⁽³⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 50-2153/1.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY